

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 26578**

Intitulé

MASTER : MASTER Mention Droit du Numérique

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Lille 2 droit et santé	M. Le Président de l'Université Lille 2, Monsieur le recteur de l'académie de Lille

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Activités visées :

Réalisation des opérations de gestion administrative (agenda, courrier, facturation, demande d'autorisation ...)

Recherches documentaires et les transmettre ou les exploiter

Rédaction des actes juridiques (requête judiciaire, acte sous seing privé, contrat de mariage, ...) et des procédures

Accomplissement des démarches pour le compte de clients ou de structure auprès d'organismes publics ou privés

Vérification de l'authenticité de documents, de titres de propriété ou l'exactitude d'un inventaire

Information et conseil des clients et collaborateurs sur des questions d'ordre juridique

Constitution de dossiers de plaidoirie (recueil des pièces, consultation de la jurisprudence, rédaction des conclusions, ...)

Accomplissement des actes de procédure (rédaction des assignations, transmission des conclusions, remise du dossier au juge, ...)

Conseil d'entreprise sur le cadre législatif (optimisation des règles fiscales, ...)

Vérification de la sécurité juridique d'entreprises et défense de ses intérêts lors d'opérations financières et juridiques

Veiller au respect de la loi Informatique et Libertés dans l'entreprise, gérer la liste des traitements de données à caractère personnel, faire l'interface avec la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL

Représentation des clients et défense de leurs intérêts auprès de l'administration fiscale, des tribunaux,...

Capacités Attestées :

Développer l'étude de faisabilité juridique de projets industriels et s'appuyant sur une bonne connaissance du droit du numérique

Réaliser la veille juridique sur l'évolution des normes,

Rédiger des contrats et assister à la négociation,

Assister des décisionnaires quant à l'impact de leurs décisions, au besoin en lien avec les partenaires de l'entreprise,

Assurer le traitement juridique des dossiers internationaux et définition des politiques juridiques, notamment s'agissant des actions de communication (sites et supports)

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Tous secteurs d'activité : banque, assurance, grande distribution, startups, avocature, magistrature, etc

Avocat*, juriste d'entreprise, notaire,* métiers de la fonction publique*, etc.

* après réussite à des concours ou épreuves de sélection

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

K1904 : Magistrature

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composants de la certification :

122 heures pour le premier semestre du M2 (30 ECTS) :

Souveraineté, E-Administration et mutation de l'Etat (20 heures 4ECTS)

Société de l'information (10 heures, 3ECTS)

Architecture des systèmes d'information (20 heures, 5ECTS)

Le contrat électronique (preuve, signature, marchés dématérialisés, 20 heures 5ECTS)

Propriété intellectuelle et nouveaux enjeux (20 heures, 5ECTS)

Protection des données personnelles et vie privée (10heures, 3ECTS)

Droit de la criminalité informatique (Exequatur, commission rogatoire, 20 heures 5ECTS)

PPE Conférence (2 heures)

120 Heures pour le deuxième semestre du M2(30ECTS) :

Médias électroniques et nouvelles formes politiques (20 Heures, 4ECTS)

Economie numérique et commerce électronique (20 Heures, 4ECTS)

Mutation des métiers de la banque (10 Heures, 2ECTS)

Sécurité Informatique, responsabilité, labellisation (10Heures, 2ECTS)
 Sécurité Informatique industrielle (10 Heures, 2ECTS)
 Droit des nouveaux enjeux du corps humain (20 Heures, 4ECTS)
 Droit des contrats de service informatique (20 Heures, 4ECTS)
 Responsabilité des acteurs, fournisseurs d'accès (10 Heures, 2ECTS)
 Mémoire et stage validé (6ECTS)

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Jury composé d'enseignants du Master et de professionnels
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Sur dossier apprécié par un jury composé d'enseignants du Master et de professionnels
En contrat de professionnalisation	X	
Par candidature individuelle	X	
Par expérience dispositif VAE	X	Conformément à la procédure de VAE

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
	Cette formation est également accessible dans le cadre d'un double Master Franco-espagnol, avec dans ce cas une orientation des enseignements du second semestre (en Espagne) autour des enjeux de la bioéthique.

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 13 Juillet 2015

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Le Décret n°2013-756 du 19/08/2013 articles R613-33 à 613-37

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://univ-lille2.fr/ofse>

Autres sources d'information :

<http://formations.univ-lille2.fr/>

Lieu(x) de certification :

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Historique de la certification :